

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 34/2022** | **6 juillet 2022** |

**FR**

**Logement abordable et décent: un plan d’action est nécessaire au niveau de l’UE**

**La conférence de haut niveau organisée à Riga par le Comité économique et social européen (CESE) a tiré la sonnette d’alarme concernant la crise du logement abordable, en avertissant qu’il est grand temps pour l’UE de prendre des mesures pour permettre aux Européens de répondre à ce besoin fondamental, encore plus menacé aujourd’hui du fait de la flambée des prix de l’énergie et de la guerre en Ukraine.**

La crise du logement abordable n’a jamais été aussi grave dans les États membres de l’UE. L’heure est à l’action plutôt qu’à la poursuite des discussions: l’UE a besoin d’un plan d’action spécifique pour le logement. Les conclusions de la conférence de haut niveau organisée conjointement par le CESE et le ministère letton de l’économie le 6 juillet 2022 à Riga sont sans équivoque: des mesures sont nécessaires.

«Compte tenu de la situation géopolitique actuelle, notre priorité absolue est de fournir des logements durables et abordables, maintenant et pour l’avenir», a déclaré **Christa Schweng**, présidente du CESE. «Aujourd’hui, il est également essentiel d’accroître la performance énergétique des bâtiments. Bien que le logement relève toujours de la compétence des États membres, compte tenu des nombreux défis à relever, nous devons travailler ensemble pour trouver des solutions viables qui aident les personnes et les entreprises dans le besoin.»

**Ilze Indriksone**, ministre lettone de l’économie, a souligné que la guerre en Ukraine a changé à bien des égards la manière dont nous considérons le logement: «Cette question doit être débattue dès maintenant: les logements et la sécurité sont importants, et nous connaissons actuellement une pénurie de logements. Le logement abordable est un défi, mais aussi une opportunité pour tous: municipalités, entreprises et population en général. Nous devons rechercher de nouvelles solutions.»

**La crise du logement abordable s’aggrave**

La crise de l’approvisionnement énergétique qui sévit actuellement, amplifiée par la guerre en Ukraine, ainsi que l’augmentation sans précédent des prix de l’énergie et les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19, ont exacerbé le problème du logement abordable dans l’UE.

L’accès à un logement de qualité et abordable est un besoin fondamental pour la population européenne et, même si la politique du logement demeure une compétence nationale, la pénurie de logements décents et abordables dans l’UE appelle un plan d’action européen spécifique, axé sur l’amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Lors de la conférence ministérielle sur le logement et la construction qui s’est tenue à Nice en mars 2022, les États membres de l’UE ont adopté une déclaration dans laquelle ils se sont engagés à produire des logements durables, abordables, décents et résilients qui respectent la qualité de vie, et à investir à cette fin. L’objectif est d’éliminer les obstacles qui, de longue date, entravent la rénovation économe en énergie et en ressources et d’améliorer la réutilisation et le recyclage, en multipliant au moins par deux les taux de rénovation d’ici à 2030.

Le CESE a contribué à faciliter le dialogue entre les organisations de la société civile et les autorités nationales et européennes. «Le Comité participe depuis longtemps au débat européen sur le logement durable et abordable et sur l’efficacité énergétique. Nous avons fait des efforts considérables pour faire avancer le débat, trouver des solutions et jeter des ponts vers les citoyens», a déclaré **Baiba Miltoviča**, présidente de la section spécialisée «Transports, énergie, infrastructures et société de l’information» du CESE.

**Vers un logement durable et abordable**

Pour l’avenir, la construction de logements durables et abordables passe avant tout par le recensement des ménages dans le besoin, l’accès au financement, la sensibilisation à l’efficacité énergétique et aux coûts et le renforcement de la coopération entre tous les acteurs concernés.

Des mesures supplémentaires sont essentielles, ce qui a été souligné par tous les participant, aussi bien de niveau local ou national qu’européen, en particulier les organisations de la société civile et les institutions de l’UE telles que le Parlement européen, la Commission européenne, la Banque européenne d’investissement et le Comité européen des régions.

**Sorcha Edwards** et **Alice Pittini**, de Housing Europe, ont mis en garde sur le fait que le logement n’est pas un problème individuel, mais un défi global pour toute la société, qui touche en particulier les catégories les plus vulnérables de la population telles que les ménages à faibles revenus, les jeunes, les personnes âgées et les migrants. La situation en matière de logement pour les personnes handicapées est souvent désastreuse et, pour cette raison, **Gunta Anča**, qui représente le Forum européen des personnes handicapées, a souligné la nécessité de se concentrer sur l’accessibilité lors de la conception des bâtiments.

Comment financer des logements abordables? Il est important de recenser les meilleures pratiques de financement, afin de pouvoir passer des aides et subventions traditionnelles à des modèles de financement durables. Sur cette question, **Reinis Bērziņš** a expliqué comment l’institution publique lettone de financement du développement (Altum) propose des aides d’État à divers groupes cibles afin de compenser les lacunes du marché.

Il demeure essentiel d’accroître l’efficacité énergétique des bâtiments grâce à la rénovation. La ville lettone de Valmiera est un exemple de réussite à cet égard. **Jānis Baiks**, membre du conseil municipal de cette ville, a expliqué que les bâtiments inclus dans le projet local de logements sociaux permettent d’économiser des quantités considérables d’énergie grâce à l’amélioration de l’isolation et aux nouvelles technologies.

À l’heure actuelle, seuls 1 % des bâtiments de l’UE font l’objet d’une rénovation efficace sur le plan énergétique chaque année. Pour **Zane Petre**, cheffe de la représentation de la Commission européenne en Lettonie, «l’accessibilité financière du logement est étroitement liée à la durabilité et à la précarité énergétique. La création de logements abordables implique de synchroniser les politiques environnementales et sociales et de stimuler l’économie de la région.»

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter:**

# Service de presse du CESE — Marco Pezzani +32 (0)2 546 97 93 · Mobile +32 470881903

[marco.pezzani@eesc.europa.eu](mailto:marco.pezzani@eesc.europa.eu)

# **@EESC\_PRESS**

[VIDÉO: «Le CESE vu de l’intérieur»](https://www.eesc.europa.eu/fr/avdb/video/eesc-inside)

*\_\_****\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***

*Le Comité économique et social européen assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Il constitue un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

*\_\_****\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***